

# Le Premier ministre Victor Ponta remporte les élections parlementaires roumaines

Corinne Deloy

Résultats

L'Union sociale-libérale (USL), coalition hétéroclite (gauche-droite) dirigée par le Premier ministre sortant Victor Ponta et rassemblant le Parti social-démocrate (PSD), le Parti national-libéral (PNL) de Crin Antonescu, le Parti conservateur (PC) de Daniel Constantin et l'Union pour le progrès de la Roumanie (UNPR) de Marian Sarbu, est arrivée largement en tête des élections parlementaires qui se sont déroulées le 9 décembre en Roumanie. La coalition a recueilli 58,60% des suffrages au scrutin législatif et 60% au scrutin sénatorial. Il s'agit du résultat le plus élevé jamais obtenu par une coalition de forces politiques depuis la chute du communisme dans le pays en 1989. L'Alliance de la droite roumaine (ARD), emmenée par l'ancien Premier ministre Mihai Razvan Ungureanu et qui rassemble les principales forces d'opposition - le Parti démocrate-libéral (PD-L), le Parti national des paysans chrétiens-démocrates (NP-CDP) d'Aurelian Pavelescu, le Parti de la nouvelle République (NRP) de Mihail Neamtu, la Fondation chrétienne-démocrate (FCD) d'Adrian Papahagi et le Parti de la force civique (PFC) de l'ancien Premier ministre (février 2012-mai 2012) Mihai Razvan Ungureanu - a obtenu 16,70% à la Chambre des députés et 16,95% au Sénat. Le Parti du peuple (PP-DD), nationaliste et populiste, dirigé par Dan Diaconescu, est arrivé en 3e position avec 13,8%. L'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR), dirigé par Hunor Kelemen, atteint de justesse le seuil des 5% des voix indispensable pour entrer au parlement.

La participation a été faible mais cependant légèrement plus élevée que celle enregistrée lors des précédentes élections parlementaires du 30 novembre 2008 : 41,60%.

« C'est une victoire claire avec une majorité absolue. Comme je l'ai promis aux Roumains pendant la campagne électorale, j'assume la responsabilité de continuer à diriger le gouvernement de l'Union sociale-libérale. Nous allons négocier avec l'Union démocratique des Hongrois de Roumanie pour obtenir une majorité constitutionnelle (les 2/3 du parlement). Nous allons nous concentrer sur la création d'emplois et sur la stabilité fiscale du pays (...) L'orientation du gouvernement que je vais diriger ne saura être que pro-européenne et pro-atlantiste. Nous sommes membres de l'Union européenne et de l'OTAN et notre avenir est à l'intérieur de la famille européenne » a déclaré Victor Ponta, plusieurs fois accusé d'avoir mis à mal les valeurs européennes depuis son arrivée au pouvoir en mai dernier. Le Premier ministre a appelé l'ensemble de la classe politique à « comprendre que la Roumanie a besoin de paix et d'une période de reconstruction ». « Il faut surmonter la lutte politique, la haine et la vengeance. Nous avons un énorme avantage. A partir de demain, nous pouvons parler de projets pour les quatre prochaines années parce que nous avons la paix et la stabilité » a-t-il souligné.

Le seul véritable enjeu des élections parlementaires du 9 décembre résidait dans l'ampleur de la victoire de l'Union sociale-libérale : la coalition obtiendrait-elle la majorité absolue au parlement ? (la majorité des 2/3 lui permettant de modifier la Constitution).

Si le Premier ministre sortant a réussi son pari, il appartient toutefois au président de la République Traian Basescu, de désigner le futur chef du gouvernement. Celui-ci a plusieurs fois laissé entendre, avant les élections parlementaires, qu'il ne reconduirait pas Victor Ponta dans ses fonctions de Premier ministre. « Pro-européen et pro-atlantiste, loyal à l'intérêt national, respectueux de la Constitution et de l'Etat de droit et avec un curriculum vitae sans zones d'ombre : voici le profil du futur Premier ministre » déclarait-il le 7 décembre dernier, sans cacher que Victor Ponta ne possédait à ses yeux aucune de ces qualités. « Il m'a déjà nommé une première fois et il fera de même après les élections » a affirmé Victor Ponta. L'Union sociale-libérale a déjà menacé le président de la République d'une nouvelle procédure de destitution s'il refusait de reconduire le Premier ministre sortant. « Traian Basescu commettrait un grave abus de pouvoir. Aucun pays civilisé au

*monde ne comprendrait une telle interprétation de la démocratie* » a écrit l'éditorialiste Dan Tapalaga sur le site d'information <http://www.hotnews.ro>.

Agé de 40 ans, Victor Ponta est originaire de Baia de Fier (sud). Diplômé en droit de l'université de Bucarest, il a débuté sa carrière comme procureur avant de rejoindre la section anticorruption, poursuites pénales et criminelles de la Cour suprême de justice. Il entre en 2004 dans le gouvernement d'Adrian Nastase (PSD) comme ministre délégué au Financement international et à l'Acquis communautaire. Elu une première fois député en 2004 dans la circonscription de Targu Jiu (sud-ouest), il est réélu 4 ans plus tard. En 2010, Victor Ponta devient président du Parti social-démocrate en battant le leader sortant, l'ancien ministre des Affaires étrangères (2000-2004) et président du Sénat (2008-2011), Mircea Geoana.

Le 5 février 2011, il crée l'Union sociale-libérale (USL) avec le Parti national-libéral et le Parti conservateur dans l'objectif de faire chuter le président de la République Traian Basescu. Le 7 mai, il est nommé Premier ministre après la chute du gouvernement dirigé par Mihai Razvan Ungureanu. La cohabitation entre la présidence de la République et le gouvernement s'avère cependant difficile, voire impossible. Le Premier ministre multiplie les coups de force institutionnels (réduction des pouvoirs de la Cour constitutionnelle, attaques contre certains juges, limogeage de nombreux hauts fonctionnaires proches du chef de l'Etat et remplacement du médiateur) pour réaliser son objectif, à savoir destituer Traian Basescu. L'Union européenne, le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, l'ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie, Mark Gitenstein, et un grand nombre d'organisations non gouvernementales ont dénoncé les agissements de Victor Ponta.

Le prochain gouvernement roumain aura la lourde tâche de parvenir à relancer la croissance, qui devrait atteindre seulement 0,7% cette année, de mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles, notamment dans le domaine de la santé, de réduire le secteur public et de relancer les privatisations. Erik de Vrijer, chef de la mission du FMI, avait annoncé mi-novembre qu'il rendrait son verdict sur la politique économique roumaine après la formation du nouveau gouvernement. Selon de nombreux analystes, Bucarest devrait se tourner une nouvelle fois vers le FMI (la Roumanie l'a déjà fait en 2009 et 2011) pour signer un accord susceptible de rassurer les investisseurs inquiets de possibles dérapages budgétaires. Le pays doit rembourser une tranche de 4 milliards € du prêt de 20 milliards qui lui a été accordé en 2009 par le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne. « *Au fond, ce n'est pas le nom du Premier ministre qui importe le plus mais celui du ministre des Finances, car le principal problème de la Roumanie est économique et non pas politique* » affirme le politologue Andrei Taranu. Bucarest devra également parvenir à faire bon usage des 20 milliards € de fonds européens qui sont à sa disposition jusqu'en 2014. Paradoxalement, jusqu'à présent, la Roumanie, pourtant confrontée à une grave crise socioéconomique, n'a réussi à en absorber que 10%.

« *Depuis 7 mois, le gouvernement ne s'intéresse pas du tout à la gestion du pays, mais aux moyens de destituer Traian Basescu, alors que, pendant ce temps, tous les indicateurs économiques ont été revus à la baisse* » a déclaré Cristian Preda, professeur d'économie politique à l'université de Bucarest.

Une chose est sûre : une aggravation de la crise politique est la dernière chose dont la Roumanie, deuxième pays le plus pauvre de l'Union européenne, a besoin.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.